

## Liminaire du CDEN du 6 juillet 2020

---

Mesdames, Messieurs,

Au cours des derniers mois, les personnels de l'Éducation ont dû faire face à une crise sanitaire mondiale et inédite avec la fermeture des écoles et établissements. A l'inverse de ce qu'a pu marteler le ministère : nous n'étions pas prêts et les personnels se sont retrouvés seuls et sans soutien.

D'ailleurs alors que depuis maintenant plusieurs semaines, les médias ne cessent de déprécier le travail, en autre fonctionnaires, des enseignants, ni le Ministre, ni le Recteur, ni le DASEN ne sont intervenus publiquement pour prendre leur défense. Une fois encore, les personnels de l'éducation se sont retrouvés seuls.

Pourtant l'ensemble des personnels scolaires ont répondu présents dès la fermeture des établissements : afin de maintenir un lien avec les élèves et de poursuivre le travail pédagogique qu'ils avaient commencé avec eux depuis le début de l'année. Ils ont dû inventer de nouvelles manières d'enseigner, répondre aux inquiétudes des élèves et de leurs parents, lutter contre le décrochage scolaire dans le cas des CPE, proposer une aide sociale d'urgence dans le cas des AS, et ce, sans recevoir eux, d'accompagnement et de cadrage clair. Certains personnels ont dû parfois financer à l'aide de leurs fonds propres l'entretien ou l'achat d'outils informatiques, assurer la « continuité pédagogique » tout en continuant de garder leurs enfants dans le cas des parents-enseignants, trouver des solutions d'urgence pour certains élèves dans une situation numérique difficile (de nombreux élèves étant analphabètes...). C'est peu de dire que les personnels se sont sentis abandonnés durant cette période et aujourd'hui la plupart ont « mal à leurs métiers ». Certains ont remis la qualité de leur travail en cause, d'autres ont interrogé leur vocation... Ce manque d'accompagnement du Ministère a provoqué une détresse psychologique certaine pour une grande partie des personnels. Sans compter leurs situations intimes parfois complexes (décès d'un proche lié au Covid, baisse de revenus pour les conjoint.e.s...).

A cette situation déjà difficile s'est ajoutée une reprise précipitée dans des conditions surréalistes dont élèves, parents et enseignants ont pâti. En quelques jours parfois, au gré des protocoles sanitaires remaniés, actualisés, les personnels ont dû réaménager les classes, les désinfecter, chercher des masques qui n'étaient pas là, proposer de nouveaux circuits de déplacements pour les élèves, remanier les emplois du temps, réaliser de nouveaux cours au pied levé jusqu'à ce qu'un nouveau protocole soit édité. Et donc, *bis repetita* pour tous les personnels. Pour résumé : on a beaucoup couru, on s'est beaucoup agité...pour rien ! La plus belle illustration de l'absurdité de la mise en œuvre de ces protocoles est le lendemain du 21 juin : où en quelques heures, un protocole allégé était publié et l'on demandait à tous les élèves de revenir mais également aux personnels vivant avec des personnes vulnérables...

Si les personnels étaient évidemment heureux de retrouvés les élèves en présentiel (car c'est le sens premier du métier. Le télétravail ne peut être une solution pérenne et il a été pour de nombreux enseignants, un véritable enfer), tous ont rapidement enchainé les désillusions : groupe classe éclaté, plus d'horaires réglementaires, ventilation de service qui n'étaient plus qu'un lointain souvenir (certains chefs d'établissement étaient à leurs 10<sup>e</sup> moutures d'emploi du temps en à peine quelques semaines !), niveaux différents du reste de l'année... Tout ce tapage, pour *in fine*, réaliser des conseils de classe d'un troisième trimestre qui n'en était pas

un, avec des élèves dont pour certain nous n'avions plus aucune nouvelle et valider des «compétences » (comprendre ici tout et n'importe quoi) sur le LSU.

Les enseignants une fois encore se sont retrouvés seuls avec pour seul interlocuteur, un protocole abscons, ce qui a donné lieu à des situations absurdes sur le terrain : certains établissements ont par exemple mis en place des créneaux dits de révisions quelques soient la discipline et le professeur présent. Des professeurs d'espagnol se sont vus devoir assurer des révisions de français comme si les enseignants étaient interchangeable et ce au pied levé. Cette « flexibilité » [vieille ficelle managériale des années 60] appliquée à l'école qui génère souffrance chez les personnels et confusion chez les élèves, bien qu'elle nous soit de plus en plus imposée avec violence et obstination, nous la refusons avec courage et détermination.

Dans ce contexte, alors que le Ministre aurait dû se montrer à l'écoute des besoins réels de ses personnels, faire preuve d'empathie et mettre en place des moyens à la hauteur de la situation, c'est le contraire qui s'est produit. En effet, le ministre a même profité de cette période pour poursuivre ses réformes contre les personnels, comme le montrent le projet de loi sur la direction d'école, les 2S2C (« dispositif éducatif et ludique ») et la mise en place des « assises du numérique ». Les choses sont claires, cette « société apprenante » ne sera pas une « société enseignante ». Alors que le Ministre aurait dû s'émouvoir face à la détresse des personnels pendant le confinement, celui-ci voit cette situation comme une aubaine pour le « new public management ». Pour lui son rêve depuis toujours d'en finir avec le statut de fonctionnaire et d'éclater notre système éducatif semble enfin possible. Pourquoi sauver le service public quand on peut en vendre des pans entiers et faire du profit ! Rien n'étanche l'appétit du capitalisme !

Faut-il donc une fois encore rappeler au Ministre, ce qu'est le bon sens en lui disant que le temps n'est pas aux réformes régressives, rejetées par les personnels mais bien à un plan d'urgence pour l'École ? C'est vraiment le hold-up du siècle ! Et quoiqu'ils essaient dans ce sens, la CGT s'y opposera et ne laissera pas faire.

Comment peut-on s'entêter dans ce plan de destruction des services publics d'éducation alors que le pays traverse une crise sanitaire et sociale et que la rentrée s'annonce d'emblée très difficile ?

Là où il faudrait reconstruire, c'est la destruction méthodique qui est proposée.

Dans notre département, en particulier, les propositions ne sont clairement pas à la hauteur. Des fermetures de classes, des DHG en berne, un recours de plus en plus important aux contractuel·les, des manques de personnels administratif·ves, de vie scolaire, de médecine scolaire, d'assistant·es social·es, de RASED s'enchaînent et annoncent une rentrée 2020/2021 catastrophique. Sans compter que nombre de conséquences liées au confinement se feront particulièrement sentir chez nos élèves (situation sociale difficile, angoisse, décrochage scolaire). Ainsi quelques soient les ajustements proposés par la DSDEN, les DHG restent insuffisantes et les effectifs par classe encore trop chargés malgré une démographie scolaire qui ne cesse de croître dans le département. Quand tiendrez-vous enfin compte de nos alertes ?

La CGT Educ'Action 93 est donc très inquiète et exige immédiatement des embauches massives de personnels titulaires permettant :

- une baisse d'effectifs par classes avec des maxima de 15 en maternelle, 20 en élémentaire pour le Premier degré et 24 élèves par classe pour le Second degré.
- plus d'enseignant·es que de classes et des moyens de remplacement suffisants ;
- une véritable médecine scolaire;

- le renforcement du service social avec la présence d'une Assistante sociale dans tous les établissements ainsi que la revalorisation de leurs salaires (avec notamment la perception de la prime REP+).
- l'amélioration des conditions de travail des personnels administratifs, techniques, sociaux et des AESH.

Cela commence également par l'admission de tou·tes les admissibles aux concours, aucun licenciement de personnels précaires en fin de contrat et la titularisation de l'ensemble des non titulaires sans condition de concours et de nationalité.

Pour les salaires et les conditions de travail :

- une hausse de salaire immédiate de 400 € mensuel pour tou·tes,
- la hausse de la valeur du point d'indice et une revalorisation de l'ensemble des grilles indiciaires avec un rythme d'avancement unique ;
- l'abandon des réformes des retraites et de la transformation de la Fonction publique;
- la mise en place d'une véritable médecine de prévention ;
- l'abandon des logiques managériales ;

Par ailleurs, le « télé enseignement » a accentué les inégalités sociales et scolaires. Il est urgent de préparer une rentrée qui rompe avec la logique comptable et réactionnaire actuelle mais également qui rejette « l'école numérique » proposée par le Ministère. Si Jean-Michel Blanquer et ses acolytes du 110 bis nous ont proposé des « assises du numérique », fin mai, en plein gestion catastrophique de la crise sanitaire en osant nous dire, je cite : « *Le numérique représente un levier de transformation puissant pour accompagner la politique ministérielle dans toutes les dimensions, de la transformation pédagogique au service des apprentissages et de leur évaluation à la formation aux enjeux et aux métiers de demain. Cette ambition numérique passe par la simplification des relations avec les usagers et la modernisation du fonctionnement de l'État avec des systèmes d'information repensés* » avec quelques lignes plus bas, un item qui a pour intitulé « *Placer les données scolaires au cœur de la stratégie numérique du ministère* ». Outre que ce texte soit jargonneux, indigeste et bourré d'éléments de langage interchangeables, il nous renseigne sur la volonté du ministère de collaborer avec les start-up de la Ed Tech, car si l'on ne cesse de répéter aux personnels de l'éducation que soit disant, ils coutent chers, il semble pourtant que l'éducation pourrait rapporter des millions. Et cela, les vautours de la Ed Tech l'ont bien compris. Mais une fois encore, la CGT l'a bien compris également et ne laissera pas faire.

Pour conclure, la période complexe que nous traversons doit être l'occasion, non pas de détruire les services publics d'éducation, mais au contraire de proposer un autre système éducatif permettant à l'ensemble des élèves de s'y retrouver. Pour cela, nous exigeons :

- une refonte urgente des programmes pour mettre fin à l'encyclopédisme et l'élitisme ;
- la fin de la politique du Socle commun ;
- l'arrêt des évaluations nationales ;
- le renforcement de l'éducation prioritaire avec une carte nationale fixée sur des critères sociaux et avec des maximas réglementaires d'effectifs par classe.

Tout cela ne pourra se faire qu'avec une rupture totale avec la politique mise en œuvre par le gouvernement d'Emmanuel Macron quel que soit le ministre de l'Education national en place.